

ELISABETH ESSAÏAN

LE PLAN GENERAL DE RECONSTRUCTION DE MOSCOU DE 1935

La ville, l'architecte et le politique Héritages culturels et pragmatisme économique

Dans son ouvrage *l'Architecture de la période stalinienne*, Anatole Kopp soulevait la question suivante :

Pourquoi et à la suite de quelles circonstances l'architecture soviétique toute entière s'est alignée sur un modèle unique ?¹

Si l'objet de la présente thèse, le Plan général de reconstruction de Moscou de 1935, est un projet d'urbanisme et aborde peu la question de la forme architecturale, ce travail ne s'est pas moins construit contre la position affirmée dans cette question.

En effet, non seulement nous y remettons en cause l'idée d'un modèle unique qui aurait été imposé « par en haut », mais y avançons l'hypothèse de l'absence de la préexistence d'un modèle arrêté. En effet, ce travail défend l'idée que, malgré certaines préférences formelles et stylistiques du décideur politique, le style architectural et la forme urbaine se sont en grande partie construits dans les échanges, les discussions, sous l'influence de différents acteurs. Ils ont également résulté des nécessaires adaptations du projet à la réalité de la ville existante.

Le titre de la thèse résume ces préoccupations.

« Le Plan général de reconstruction de Moscou de 1935 ». Cet intitulé soulève d'emblée une interrogation. En effet, si l'appellation « le Plan général de reconstruction » est pour le moins courante, la date qui suit - 1935, surprend.

Les plans de reconstruction ne visent-ils pas à rebâtir une ville après destruction ? Or, quel fléau aurait-il touché Moscou en 1935 pour justifier d'une telle appellation ?

Ce titre n'a évidemment pas été choisi au hasard. Et si aucune catastrophe physique n'a ébranlé la ville de Moscou en 1935, son plan, après s'être appelé durant son élaboration « plan de réaménagement », puis « plan général », sera bien nommé en 1935 « Plan général de *reconstruction* de Moscou ».

Il est vrai que ce document d'urbanisme et l'opération urbaine qui en découle seront nommés, par les professionnels, sous la forme contractée de *Guenplan*. Par ailleurs, pour le grand public, cette opération sera surtout connue sous le nom de « plan stalinien ». Si, en conservant ce titre original,

¹ Anatole Kopp, *L'Architecture de la période stalinienne*, op. cit., p. 19.

nous avons fait le choix de ne recourir à aucune de ces deux appellations usuelles, ce n'est pas *malgré*, mais *à cause* de l'interrogation que soulève son apparente ambiguïté.

Nous considérons en effet que ce choix du terme « reconstruction » ne doit rien au hasard et pose au contraire, de manière claire et volontaire, le rapport de ce projet d'urbanisme à la ville existante et inscrit ses objectifs au-delà de la simple transformation formelle de la ville.

« La ville, l'architecte et le politique ». Ce premier sous-titre aurait pu s'écrire aussi - la ville, entre l'architecte et le politique. Le principal pari de cette thèse étant de regarder le plan de 1935, non seulement comme un objet-plan ou un résultat-construit mais surtout comme un processus de fabrication de l'artefact-ville. Un processus dans lequel chaque acteur a une part de responsabilité. Dans le cadre de cette thèse, nous nous sommes limités à observer deux principaux acteurs : l'architecte et le décideur politique, et de comprendre le projet et sa réalisation en tant que résultat de l'interaction de leurs actes et pratiques.

« Héritages culturels et pragmatisme économique ». Ce second sous-titre soulève à la fois la question de la périodisation et pose ses trois principales hypothèses.

Par héritages culturels nous entendons à la fois la transmission des objets ou traces physiques dont toute ville, en tant qu'artefact construit dans la longue durée, se trouve héritière. Mais également le bagage culturel de ses acteurs concepteurs, qu'ils soient professionnels ou politiques. Soulever la question des héritages culturels conduit nécessairement à s'interroger sur les spécificités morphologiques, géographiques et politiques de la ville et les lieux et contenus de formation de ses acteurs.

Hypothèses

Ce travail s'appuie sur trois hypothèses principales.

Celle de la permanence des formes, des hommes et de leurs pratiques. Et de la nécessité de suivre ces permanences pour comprendre le(s) processus de fabrication de l'objet-plan, puis de l'objet-ville.

La seconde hypothèse affirme l'importance, à côté des permanences des idées et des hommes, des échanges transversaux dans la fabrication du projet. Ce sont des moments de confrontation entre les héritages culturels et les pratiques individuelles des différents acteurs.

Enfin, notre dernière hypothèse concerne l'approche du projet par le décideur politique. Approche que nous qualifions de pragmatique, à travers son recours aux deux notions récurrentes, celle de l'utilité et de la réutilisation. Utilité à la fois orientée vers la matérialité physique de la ville : conservation de son bâti, de ses réseaux, etc. ; vers les idées : réutilisation critique de l'héritage classique ; mais aussi vers les hommes : la nécessité d'utiliser le savoir des architectes quand bien même aux idéologies opposées à celles du décideur politique.

Périodisation

Ces trois hypothèses ont induit des périodisations et défini des corpus différents².

Poser l'hypothèse de la permanence a conduit à ouvrir les bornes chronologiques serrées de la fabrique de l'objet-plan et à s'intéresser à l'objet-ville dans sa longue durée, à la spécificité de sa formation morphologique, la composition de sa population, etc. Elle a aussi conduit à s'intéresser aux contenus et lieux de formation et de pratique des acteurs, les logiques de groupements, leurs parcours.

L'exploration des rapports transversaux s'est au contraire étudiée dans des temps courts. C'est à travers un recoupement de sources de nature variée (entretiens, sténogrammes de réunions, correspondances), permettant de saisir les relations humaines entre les acteurs, qu'elle a pu être abordée.

Enfin, l'hypothèse du pragmatisme, posait moins les questions de périodisation que celle du choix du corpus. Elle a amené à s'intéresser aux aspects économiques de la fabrication de l'objet. Ce qui a conduit nécessairement à travailler sur des documents permettant d'évaluer les coûts de sa fabrication, mais aussi les conditions de vie de ses acteurs (salaires, primes, prix, etc.).

Plan

La thèse s'organise en six parties : aux sources du projet ; changer la vie, changer la ville ? ; comprendre l'élaboration du projet ; le décideur politique face au Plan ; l'architecte dans le nouveau système et ; du projet à la réalisation. Si notre récit suit une progression chronologique, chacune de ces parties a aussi sa propre périodisation.

La première, explore les formes, les idées et les pratiques héritées de la Moscou d'avant la révolution. Elle couvre la période de 1861 à 1917. La deuxième, évalue les changements opérés après la révolution d'octobre dans les approches urbaines, les politiques municipales, le cadre et la formation du métier. Elle a pour bornes chronologiques 1917 à 1932. La troisième partie s'intéresse aux différentes étapes d'élaboration du projet, l'évolution de ses principes, les permanences et les ruptures des idées. Elle s'inscrit dans une courte période de 1933 à 1936. Les deux parties suivantes portent sur les acteurs, politique et architecte, et évaluent leurs rôles respectifs aussi bien dans la fabrication de la ville, que dans les rapports humains. Ces relations sont étudiées sur une durée de 10 ans, de 1931 à 1941. Enfin, la dernière partie s'intéresse au passage du projet à la réalisation et étudie les différentes formes de son arrangement à la ville existante. Partant de 1936, la périodisation de cette partie se poursuit ponctuellement jusqu'en 1956.

² Documents d'archives écrites et graphiques (fonds Kaganovitch, fonds de l'Union des architectes, fonds du *Guenplan*, fonds du Mossoviet et de la Direction moscovite aux biens immobiliers, etc.), ouvrages et revues professionnelles (*Gorodskoe delo*, *Zodtchii*, *Kommounalnoe Khoziaïstvo*, *Sovremennaïa arkhitektoura*, *Sovetskaïa arkhitektoura*, *Arkhitektoura SSSR*, *Stroitelstvo Moskvy*, etc.) et entretiens avec les témoins de cette période (notamment un des acteurs du projet du Palais des Soviets).

Les principaux apports de la thèse

Permanence(s)

En posant l'hypothèse de la ou plutôt des permanences, ce travail a pu cerner les véritables objets et moments de rupture.

En ouvrant la recherche aux années de formation des acteurs du projet, il a mis en évidence la coexistence de deux manières principales d'aborder les questions du développement de la grande ville et d'envisager sa mise en forme architecturale. D'un côté, les positions défendues au début du XX^e siècle par les membres du mouvement *le Monde de l'Art*, partisans de la conservation d'une ville compacte et régulière. De l'autre, les défenseurs d'une vision décentralisatrice et d'un aménagement diversifié entre le centre et la périphérie. Durant les années vingt, la vision décentralisatrice l'emporte sur la vision de la conservation d'une ville compacte et ce, quelles que soient les formes envisagées de cette décentralisation. En même temps, malgré la prégnance de cette tendance décentralisatrice, certaines idées développées par les membres du *Monde de l'Art* trouvent leurs prolongements dans les propositions de réaménagement de Moscou de 1918-1924.

Le rapport de Kaganovitch de juin 1931, puis le début du travail sur le *Guenplan* en 1932, marquent une réelle rupture avec le modèle décentralisateur, affirmant le retour à la ville compacte, reconstruite sur elle-même, protégée des communes environnantes.

La seconde rupture a porté sur la suppression de l'élément végétal des espaces publics des rues et des places au profit de la minéralisation de la ville. Cette rupture a été moins brutale et l'adhésion au modèle de la ville verte s'est prolongée bien au-delà de l'adoption du *Guenplan*.

L'hypothèse de la permanence a également porté sur les acteurs. En faisant le choix de suivre précisément les parcours des principales figures du *Guenplan*, nous avons pu montrer l'importance, pour les continuités des idées, de la longévité de certains d'entre eux. Tout en confirmant le fait que la corporation des architectes s'est trouvée davantage épargnée par les purges que d'autres corporations, nous avons pu nuancer l'invulnérabilité de l'architecte en montrant que l'année 1937, dans le milieu architectural comme ailleurs, constituait incontestablement un moment de césure important.

La troisième manière d'envisager la permanence portait sur la matérialité de l'artefact-ville. Nous avons mis en évidence les tensions existantes entre la volonté de souligner la structure radioconcentrique de la ville du XVI^e siècle et ses tendances au décentrement.

Par ailleurs, la Moscou soviétique avait hérité, hormis la structure concentrique, d'autres caractéristiques morphologiques de la Moscou tsariste : perméabilité et lâcheté du tissu, la très grande dimension des espaces publics des rues et des places. Mais elle a maintenu aussi des formes qui venaient contredire le projet que le régime souhaitait mettre en place : le découpage parcellaire, la

conservation du bâti de faible hauteur. Ce n'est qu'avec la fin du régime soviétique qu'on a assisté à la disparition de certaines de ces caractéristiques et, en premier lieu, de la perméabilité du tissu, avec l'élévation de clôtures et la privatisation des entrées.

La dernière forme de permanence concerne la politique municipale en matière de logements. La Moscou soviétique avait hérité d'une crise de logement déjà fortement présente dans la Moscou tsariste. Malgré les annonces de résorption de ce problème et les mesures adoptées pour y remédier, nous avons pu voir que la crise de logement s'est non seulement maintenue, mais s'est aggravée durant toute la période allant du début des années 1930 au milieu des années 1950.

Transversalité(s)

La deuxième hypothèse portait sur l'existence d'une perméabilité entre divers acteurs du *Guenplan*, à travers les échanges transversaux. Quelle est la nature de ces rapports et les mécanismes de prise de décision du décideur politique ?

Deux phénomènes ont pu être mis en évidence.

D'une part, le fait que les oppositions ne se dessinaient pas entre les « classiques » et les « modernes » ou les anciens et les jeunes, mais étaient davantage déterminées par les personnalités des acteurs et les proximités humaines. D'autre part, l'importance des échanges entre le décideur politique et l'acteur professionnel. Si le décideur politique avait souvent le dernier mot, ses prises de décision se faisaient sur la base des matériaux assemblés par des acteurs professionnels et dans l'échange avec ces derniers.

Pragmatisme économique

La dernière hypothèse qualifiait l'approche du décideur politique de « pragmatisme économique ».

En étudiant les budgets prévisionnels de la reconstruction, il a pu être vérifié que malgré l'importance de la dimension symbolique du projet, le facteur économique l'emportait la plupart du temps. Les seuls moments où cette dimension intervenait de manière modérée concernent la réalisation de grands monuments ou équipements (tel le métro ou le canal Moskova-Volga), ou encore les façades donnant sur les voies principales.

Ce pragmatisme économique s'est aussi traduit par la réutilisation maximale du matériau existant, aussi bien matériel qu'humain, le décideur politique, faisant preuve d'une attitude identique vis-à-vis des deux.

Ecole « totalitarienne » ou école « révisionniste » ?

Aborder la question de l'acteur politique et professionnel nous a mis devant la nécessité de se confronter aux deux écoles de pensée des historiens de l'URSS : l'école dite « totalitarienne » qui

privilegiait l'idée d'un pouvoir et contrôle absolu des dirigeants politiques sur la société et l'école dite « révisionniste » qui défendait, à l'inverse, l'idée de l'autonomie du social par rapport au politique.

Cette thèse remet-elle en cause l'affirmation de la mainmise du politique sur le domaine de l'urbanisme et de l'architecture ? Défend-elle l'idée de l'autonomie de la profession de l'architecte ?

Tout au long de ce travail, nous avons au contraire, à plusieurs reprises, montré l'importance du rôle joué par le politique. C'est lui qui prend les décisions définitives, c'est lui qui joue à faire croire à l'architecte que ce dernier dispose d'une marge de manœuvre plus grande qu'elle n'existait en réalité. Il apparaît également que le décideur politique travaille d'arrache-pied, se documente pour être, ou du moins paraître, omniscient.

Pour autant, si le décideur politique a le dernier mot, s'il aspire au contrôle absolu, cela ne signifie pas pour autant qu'il y parvient.

Et, sans remettre en cause les velléités du pouvoir absolu du politique, nous avons pu montrer les limites de ce contrôle pour des raisons simples de faisabilité. Si le politique pouvait aspirer à l'omniscience, il ne pouvait pas assurer son omniprésence.

Qu'en est-il de l'autonomie des architectes et de leurs conditions d'exercice ?

Malgré l'étatisation du métier, des formes tout à fait similaires au fonctionnement des pays de régime capitaliste ont perduré : les droits d'auteurs, la perception d'un pourcentage sur l'œuvre, la persistance des ateliers personnels.

Quant à l'évaluation de la marge de manœuvre, en étudiant trois figures d'architectes clés : Ivan Joltovski, Vladimir Semionov et Karo Alabian, nous avons pu montrer à la fois les limites et les possibilités de leurs actions. La nécessité d'utiliser la science des architectes formés avant la révolution, leur assure une certaine invulnérabilité. Mais celle-ci reste fragile. De l'autre côté, la figure d'Alabian, toujours prêt à appuyer sa carrière sur la dénonciation de ses collègues, montre que, dans ce milieu, comme ailleurs, certaines actions ne se prenaient nullement sous contrainte mais de la propre initiative des acteurs architectes.

Si au commencement de la recherche, l'intérêt pour la forme et la structure morphologique de la ville mettaient de côté la question de l'acteur politique, il a pris, à la mesure de son avancement, une place centrale.

Au-delà de ce cas particulier d'étude, cette thèse soulève la question plus générale du comment écrire l'histoire de l'urbanisme et de l'architecture en rapport avec le politique, dans un contexte où ce dernier exerce un contrôle étendu sur la production.